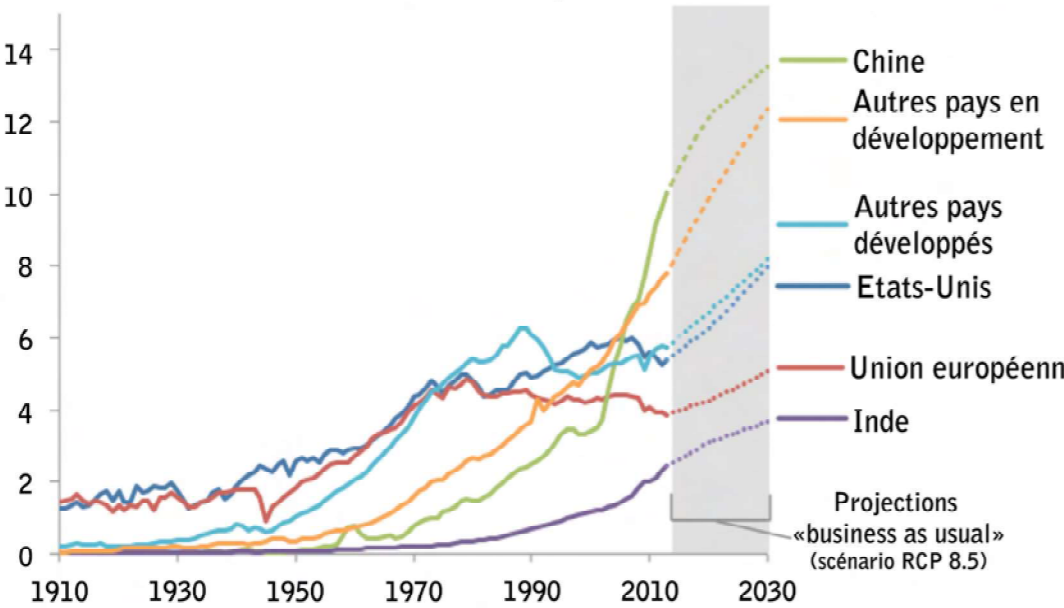


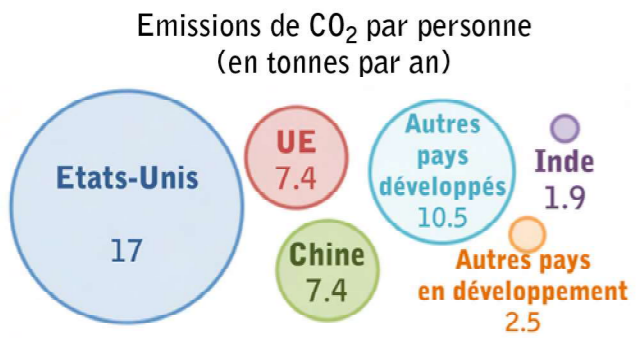
Emissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et ciment (en milliards de tonnes par an)



Environ 3/4 du CO₂ émis par la combustion d'énergies fossiles, depuis le début de la révolution industrielle, provient des pays développés et plus de la moitié est postérieur à 1970.

La Suède, pour réduire sa dépendance au pétrole, a su maintenir une réduction de ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

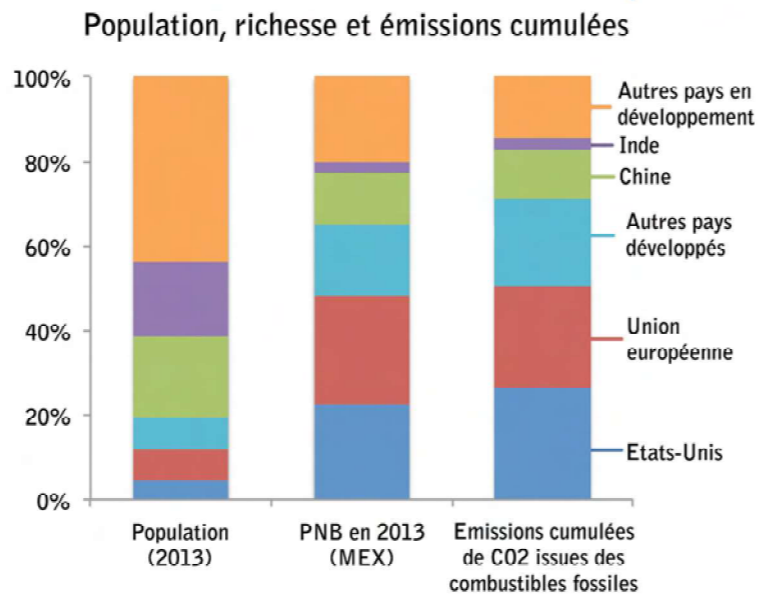
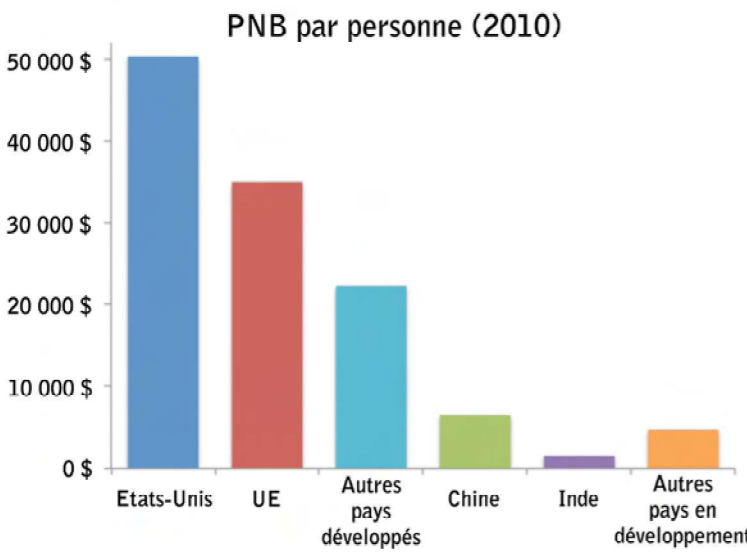
Emissions de dioxyde de carbone (CO₂), principalement issues des combustibles fossiles, pour chaque région de 1910 à 2013 (lignes continues), ainsi que leurs projections jusqu'en 2030.



Les émissions en CO₂ par personne aux Etats-Unis, dans l'UE et dans les autres pays développés sont bien plus importantes que les émissions dans les pays en développement (en Inde et dans les autres pays en développement). Avec moins de 5% de la population mondiale, les Etats-Unis génèrent, à eux seuls, 15% des émissions mondiales.

Le PNB par personne aux Etats-Unis est respectivement plus de 7,5 fois et 35 fois supérieur à celui de la Chine et de l'Inde.

La Chine, l'Inde et les autres pays en développement abritent 81% de la population mondiale, mais ne représentent seulement que 35% des richesses et 29% des émissions cumulées.



Richesses des différentes régions mesurées à travers leur PNB par personne en 2013 (en \$ 2010 MEX/an)

Répartition de la population mondiale, du PNB (2013) et des émissions cumulées de 1850 à 2013 pour toutes les régions.



CONFÉRENCE DES PARTIES



MANDAT DU BRÉSIL POUR SON ÉQUIPE DE NÉGOCIATEURS

Négociations du .../.../.....
Musée des Confluences Lyon, France

Objectifs: Notre pays cherche à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels.

Aujourd'hui en 2018, nous devons donc décider :

1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions. Sans mesures concrètes, les émissions de la Chine, de l'Inde et des pays en développement augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, de réduire nos émissions en gaz à effet de serre :
Quel sera notre pourcentage de réduction :% ?
A partir de quelle échéance : ?
2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation.
3. De combien, nous voulons contribuer au, ou recevoir du, Financement pour le climat qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Briefing des objectifs des négociations

Vous dirigez la délégation brésilienne aux prochaines négociations sur le changement climatique.

Contexte : Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être dévastatrices. Nous sommes extrêmement vulnérables aux sécheresses, épidémies, inondations, baisses des récoltes et autres bouleversements sur nos écosystèmes causés par le changement climatique. Notre survie est en jeu et bien que les autres pays l'aient peut-être oublié, l'accord de Paris inclut la limite des 1,5°C de réchauffement pour laquelle nous avons déployé d'importants efforts. **En tant que grand pays en développement, associé aux plus pauvres de la planète à l'ONU, nous n'avons pas les moyens, ni pour financer les investissements vers les énergies propres, ni pour atténuer nos émissions et nous adapter au changement climatique. Par conséquent, à l'heure actuelle, mettre en place des mesures ambitieuses est difficile à imaginer sans l'aide des pays riches.**

Opinion publique brésilienne : Il y a une préoccupation grandissante à l'égard du changement climatique au sein de la population alors que celle-ci constate de visu les conséquences de la déforestation, du défrichage pour la culture et l'élevage et la construction illégale de routes et de villes en Amazonie. Notre gouvernement fédéral a été mis en cause pour sa mauvaise gestion des risques et des catastrophes et pour sa connivence avec les lobbys industriels qui financent les campagnes électorales des politiques. Sans action internationale, nous serons les plus touchés. Ainsi, juste avant la Cop21, l'action irresponsable d'une société minière au cœur de l'Amazonie a provoqué la plus grande catastrophe écologique de l'histoire du Brésil, avec 50 millions de tonnes de résidus de minerai de fer qui ont englouti une vallée dans le bassin du Rio Doce après la rupture de deux barrages appartenant à des compagnies minières Samarco et des multinationales. Les boues toxiques se sont déversées dans ce grand fleuve, tuant la faune et la flore sur plus de 800 km, jusqu'à l'océan atlantique.

A ces questions environnementales s'ajoute une situation économique précaire, une crise morale et politique profonde avec la destitution de la présidente Dilma Rousseff. **Les brésiliens sont préoccupés avant tout par le chômage et des problèmes sanitaires nouveaux (épidémie du virus Zika). Ils veulent vivre dans un environnement sain où ils pourront nourrir, vêtir et loger leurs familles, avoir un emploi décent et avoir accès à un système de santé comme dans les pays développés.**

Actions nationales : Avant tout, nous devons défendre notre droit à nous développer et à sortir nos populations de la pauvreté. Septième puissance économique de la planète, le Brésil n'est plus un pays rural. Il s'urbanise rapidement et son profil d'émission de GES change et se calque progressivement sur les pays développés avec une augmentation de la consommation d'énergie, des transports et du bâtiment. Nous sommes prêts à faire ce qui est en notre pouvoir pour réduire nos émissions de GES. **A Paris en 2015, notre pays s'est engagé à réduire progressivement ses émissions de gaz à effet de serre de 37% d'ici 2025 par rapport à 2005 pour initier une transition énergétique d'ampleur.**

Comme en Europe, aux États Unis et en Chine, notre pays met l'accélérateur sur les énergies renouvelables non hydrauliques (l'éolien brésilien a augmenté de 40% par

an) et annonce une restauration des sols et la fin de la déforestation illégale, ce qui permettra de réduire davantage nos émissions par rapport à 2005. **Pour réaliser ces promesses, nous ferons entendre notre voix et la voix des pays d'Amérique latine pour que les pays riches financent les 100 milliards d'aide annuelle censés permettre l'adaptation des pays en développement.** Car les pays riches de la planète doivent s'accorder sur des mesures plus significatives, à la hauteur de leurs contributions historiques à ce problème. Nous ne continuerons pas à payer le prix de leurs émissions passées.

Forêts et utilisation des terres : Nous menons une véritable bataille contre la déforestation illégale et l'élevage extensif en même temps nous urbanisons notre pays. **Notre activité nécessite la création de nouvelles terres mais la multiplication des fronts pionniers (création de terre par déforestation) n'est pas une solution acceptable. La forêt qui semble infinie ne l'est en fait pas...** Pour mener à bien la restauration des sols du Brésil, nous avons besoin de l'aide des Nations unies à travers le programme REDD+ (Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts), lequel soutient les pays qui possèdent les principales forêts tropicales où la déforestation y est substantielle. **Protéger l'Amazonie, c'est aider à lutter contre la corruption et les lobbys industriels connectés aux pays riches qui exploitent les ressources de notre forêt et son sous-sol ; c'est protéger un environnement et une biodiversité unique tout en réduisant les risques de catastrophes écologiques ; c'est protéger le climat de toute la planète en réduisant les émissions en CO2!**

Contexte international :

- **Les nations développées nous pousseront à réduire nos émissions car elles augmentent plus rapidement que les leurs. Cependant, leurs taux d'émission par personne sont bien plus élevés que les nôtres** (par exemple, le taux d'émission par personne aux États-Unis est 400 fois plus élevé que celui d'un pays comme le Mali !).
- **Les pays développés ont initié la crise climatique et doivent en prendre la responsabilité.** Ces pays ont utilisé les énergies fossiles et minières pour bâtir leurs économies et enrichir leurs populations, souvent en exploitant nos peuples, nos ressources naturelles et nos sous-sols. Ils vont nous demander de réduire nos émissions avant que nos peuples puissent avoir une chance d'atteindre, un tant soit peu, le niveau de développement économique dont ils jouissent aujourd'hui.
- **Les pays riches et les pays en développement doivent s'accorder pour financer les coûts de la transition énergétique et de l'adaptation.** Ces derniers vont croître au cours du siècle à mesure que les pays en développement ont des demandes croissantes en énergie.

Au verso de cette page, vous trouverez les données qui vous seront utiles dans vos négociations. Bonne chance !